

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

La répression s'abat sur les étudiants

Hier matin, les étudiants ont été empêchés de tenir leur rassemblement devant le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, à Ben Aknoun (Alger). Ils ont été bousculés et battus à coups de matraque. On compte une dizaine de blessés, tous des étudiants.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - «Les terroristes ont été relâchés, ont bénéficié de la concorde civile, puis ont été réintégrés dans la société et touchent pour finir des indemnités. Aujourd'hui, même les flics ont peur de s'adresser à eux. Ce pouvoir, qui a toléré tout cela, tabasse les étudiants. Ce n'est pas croyable ce qui se passe dans ce pays», s'emporte un étudiant à l'Ecole nationale vétérinaire d'El-Harrach. Il parle avec colère, sa déception étant assez profonde. «Nous n'avons rien fait. Nous sommes venus manifester pacifiquement et ils nous ont tabassés. Je suis vétérinaire et donc conscient qu'on ne fait pas ça même à des animaux», ajoute-t-il en montrant sa jambe qui saigne. Un autre, Hakim, a eu une entor-

se à l'épaule et a été acheminé à l'hôpital pour recevoir les premiers soins. Plus loin, un autre étudiant, soutenu par deux de ses amis, tente de faire quelques pas.

De leur côté, des étudiants bousculés par les brigades anti-émeutes qui les ont empêché d'accéder au ministère, se sont évanouies. Elles ont été évacuées par leurs camarades vers l'infirmerie de l'Institut supérieur du commerce et vers celle de l'Ecole nationale supérieure des statistiques et d'économie appliquée (ENSSEA). En outre, cinq autres ont été transférées vers l'hôpital de Beni Messous, rapporte-t-on.

Les affrontements entre les contestataires et les brigades anti-émeutes ont éclaté tôt dans la matinée d'hier. «Ils nous ont barré la route



Des affrontements ont éclaté entre les étudiants et les brigades anti-émeutes.

pour nous interdire de nous rassembler devant le ministère. Ils ont ensuite commencé à nous bousculer à coups de matraque. J'ai évacué deux étudiantes qui se sont évanouies à l'infirmerie», raconte, au bord des larmes, Nassim, étudiant en cinquième année à l'Ecole nationale supérieure des statistiques et d'économie appliquée. Comme ses camarades, il est sous le choc, après ce qu'il a vécu et vu. «Ils nous ont assiégés, puis nous ont tabassés sans faire de distinction entre filles et garçons. Nous ne sommes pas des

voyous quand même», s'insurge Yacine, étudiant à la même école. Les forces de l'ordre ont ensuite été obligées de céder, laissant les étudiants accéder au ministère après avoir décliné leur carte d'étudiant. «Ils ont cédé parce qu'ils ont compris que nous étions nombreux et déterminés», affirme Manel.

D'autres étudiants soutiennent que la répression a commencé la veille, dimanche vers 18h, devant le portail du ministère. Des universitaires de la Faculté des hydrocarbures et de la chimie de Boumerdès avaient décidé

de passer la nuit sur place. «Nous avons été sommés de quitter les lieux, mais nous avons refusé. Les brigades anti-émeutes, dépêchées dans l'après-midi, ont alors essayé de nous faire partir de force. Cinq personnes ont été blessées», raconte Mohamed. «Nous avons crié que nous sommes des étudiants et que l'on manifeste pacifiquement. D'autres ont même chanté l'hymne natio-

nal, mais ça n'a eu aucun effet sur les policiers. Ils nous ont quand même tabassés», témoigne un étudiant.

A notre arrivée sur les lieux, vers 13h, la situation s'était calmée. Les manifestants observaient leur rassemblement habituel, en brandissant des pancartes et en scandant des slogans hostiles au ministre de l'Enseignement supérieur. Les affiches et les banderoles fixées par les étudiants ont été arrachées du portail du bâtiment officiel, protégé par les forces de l'ordre.

Loin de décourager les contestataires, la répression n'a fait, au contraire, qu'attiser leur colère et leur détermination. «Nous irons jusqu'au bout. Nous sommes décidés à maintenir notre sit-in jusqu'à la satisfaction de notre revendication : l'abrogation du décret présidentiel 10-135. Nous voulons des actes, pas de simples promesses», disent-ils. Depuis plusieurs jours, les étudiants protestent contre la promulgation de ce décret qui redéfinit le classement des diplômes suivant le système LMD. Un classement qualifié de dévalorisant par les étudiants de l'ancien système.

I. B.

PREMIER JOUR DE GRÈVE DES TRAVAILLEURS COMMUNAUX Le mouvement de protestation largement suivi, selon le syndicat

Les travailleurs communaux ont entamé, hier, leur premier jour de grève. Le mouvement de protestation auquel a appelé le bureau du Conseil national du secteur des communes, affilié au Snapap a enregistré un taux de suivi allant de 70% à 100%, et ce, selon les wilayas, a assuré, hier M. Ali Yahia, président du Conseil national. Il exprimera sa satisfaction devant l'important taux de suivi dès le début de l'action de débrayage.

Les travailleurs des communes ont, selon notre interlocuteur, répondu largement à l'appel du syndicat. Dans certaines wilayas, selon M. Ali Yahia, le taux de suivi a même atteint les 100%, comme c'est le cas à Béjaïa. Il est de 75% à Tizi-Ouzou, 40% à Chlef, 60% à Oran et 65% à Annaba.

«Nous sommes en train de faire en sorte que la grève soit suivie à travers le territoire national après l'action de sabotage du mouvement que nous avons constatée. Un appel a été placardé au niveau des APC annonçant l'annulation du mouvement, ce qui, bien sûr, est faux», a déclaré le président du Conseil national du secteur des communes.

Les travailleurs communaux revendiquent l'amélioration de leur situation socioprofessionnelle qu'ils jugent alarmante. Ils dénoncent aussi les promesses non tenues par la tutelle.

Le syndicat a donc appelé à trois jours de grève pour exiger la promulgation du statut particulier et du régime indemnitaire, l'intégration de tous les vacataires et contractuels, le respect des libertés syndicales, et le droit de grève ainsi que la réintégration du syndicaliste de la commune de Chlef, «licencié arbitrairement» et sa réhabilitation dans ses droits.

Les travailleurs communaux réclament également l'abrogation de l'article 87 bis de la loi 90/11 qui, selon eux, empêche l'augmentation du Snmg, le maintien du régime de la retraite sans condition d'âge et la participation de tous les syndicats à l'élaboration du nouveau code du travail.

Les membres du Conseil national du secteur des communes disent rester mobilisés jusqu'à la satisfaction de leurs revendications. Ils comptent ainsi paralyser au cours de ces trois jours l'activité au niveau des communes. Aussi, protestent-ils contre «l'exclusion de leur syndicat de l'élaboration du statut particulier et de toutes les lois relatives au monde du travail, notamment le nouveau code du travail.»

F.-Zohra B.

Le RCD soutient les étudiants

Dans un communiqué rendu public, le Rassemblement pour la culture et la démocratie dénonce la répression du rassemblement des étudiants.

«Ce regroupement était pacifique et légitime. Ce qui rend encore plus scandaleuse la brutalité des troupes anti-émeutes ayant chargé et blessé les étudiants. La violence du pouvoir qui a, une fois de plus, violé les franchises universitaires, justifie la méfiance suscitée par les manœuvres qui promettent une ouverture politique et médiatique.»

Le RCD ajoute qu'il soutient la lutte de la communauté universitaire pour «la performance, l'autonomie et la dignité de l'Université algérienne» et appelle à libérer «l'enseignement supérieur du népotisme, des archaïsmes et de la répression»

I. B.

SELON LE RECTORAT DE L'UNIVERSITÉ HOUARI-BOUMEDIÈNE «Les représentants des étudiants refusent le dialogue»

Dans un communiqué rendu public hier, l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediène affirme que le rectorat a reçu «les représentants des associations d'étudiants (AREN, UNEA et UNJA), le mercredi 9 février».

«Le refus de dialogue de la part des représentants des étudiants de l'ancien régime n'est pas la meilleure démarche pour trouver une solution actuelle. Le recteur n'a jamais refusé de les recevoir et la porte du dialogue demeure ouverte», lit-on dans ledit document.

Le rectorat de l'USTHB affirme également que la proposition de l'abrogation du décret 10-135 a été soumise aux autorités compétentes et sera examinée au cours d'une réunion prévue dans les prochains jours.

I. B.

JUSTICE

Cinquième jour de grève des greffiers

La grève des greffiers se poursuit pour la cinquième journée d'affilée, a-t-on constaté, hier, au niveau de plusieurs tribunaux correctionnels de la capitale. Ainsi, malgré l'intervention du parquet général qui a exigé des grévistes le retour au travail, ces derniers ont maintenu leur mouvement de protestation.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Mieux, selon d'autres sources, le mouvement de protestation enclenché par les greffiers dans la capitale s'est propagé, depuis hier, à travers plusieurs cours et tribunaux de l'intérieur du pays. C'est le cas de Constantine où, a-t-on appris, une action de protestation des greffiers a été enregistrée.

Le tribunal pénal de Constantine a connu, hier matin, une nouvelle action de protestation de ce corps, des greffiers allant jusqu'à empêcher les avocats et les citoyens d'accéder au tribunal.

Ainsi, la plupart des affaires qui devaient être traitées, hier, ont été reportées. Selon des sources sûres, ils étaient

près d'une centaine de grévistes à se rassembler à l'intérieur du tribunal, criant différents slogans hostiles au procureur général lequel a eu recours, dit-on, à la force publique pour les en dissuader.

Le mouvement s'est accentué, notamment après l'envoi hier aux procureurs généraux d'une note, les sommant de prendre des mesures disciplinaires à l'encontre des grévistes.

Une note émanant de la chancellerie, demandant aux procureurs généraux de remplacer les greffiers par des réquisitions de huissiers de justice.

Hier, le conseil de l'Ordre des avocats d'Alger a décidé de boycotter les compositions qualifiées d'«illégalles» de magistrats et appelé les instances judiciaires à reporter toutes les affaires jusqu'à ce que «les compositions de magistrats soient conformes à la loi», afin de préserver les droits des justiciables.

Cette décision intervient «suite au boycott par les greffiers des audiences au niveau de la cour d'Alger et de ses tribunaux et leur remplacement par des huissiers», a indiqué, hier, un communiqué du conseil de l'Ordre des avocats.

Les codes de procédure civile, administrative et pénale «ne permettent en aucune circonstance de remplacer les

greffiers par des huissiers de justice», a souligné la même source.

Les compositions de magistrats désignés pour trancher les affaires pendantes au niveau des différentes juridictions dépendant de la cour d'Alger et «dans lesquelles des huissiers ont été chargés d'assurer les fonctions des greffiers» constituent «une violation» et «un grave précédent», ajoute-t-on de même source.

Pour rappel, les greffiers des cours de justice ont entamé, mercredi dernier, un mouvement de protestation «pacifique», à travers l'ensemble du territoire national, pour réclamer l'annulation du statut particulier des fonctionnaires du greffe, l'augmentation des salaires et l'accélération de la réactivation de la loi sur les primes et les indemnités.

Les greffiers souhaitent que leurs revendications socioprofessionnelles trouvent «un écho favorable» auprès de la tutelle, tout en avertissant qu'ils ne comptent pas arrêter leur mouvement tant que leurs revendications ne soient pas satisfaites, précisant, par ailleurs, que malgré la charge de travail qu'ils assument, leur salaire ne dépasse pas les 17 000 DA.

A. B.